Logiques touristiques en station de haute- montagne : quelles évolutions possibles vers la durabilité ?

Le cas de la station de Valloire

Laurent Arcuset

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rga/1032>

DOI : 10.4000/rga.1032

ISSN : 1760-7426

Traduction(s) :

Possible paths towards sustainable tourism development in a high-mountain resort - URL : <https://journals.openedition.org/rga/1048> [en]

Éditeur :

Association pour la diffusion de la recherche alpine, UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

Référence électronique

Laurent Arcuset, « Logiques touristiques en station de haute-montagne : quelles évolutions possibles vers la durabilité ? », *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine* [En ligne], 97-3 | 2009, mis en ligne le 14 décembre 2009, consulté le 08 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rga/1032> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rga.1032>

Ce document a été généré automatiquement le 8 décembre 2022.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Logiques touristiques en station de haute-montagne : quelles évolutions possibles vers la durabilité ?

Le cas de la station de Valloire

Laurent Arcuset

- 1 En 2004, Valloire¹, comme cinq autres territoires aux problématiques différentes², intègre une démarche d'évaluation de la durabilité des pratiques touristiques pilotée par l'Agence Française d'Ingénierie Touristique (AFIT), la Caisse des Dépôts et la Ligue Urbaine et Rurale. Alors même que le thème du développement durable appliqué au tourisme est de plus en plus présent dans les discours, les publications techniques ou les colloques, cette démarche expérimentale à l'échelle nationale entend évaluer sur le terrain l'effectivité de la prise en compte des valeurs fondamentales du tourisme durable : développement maîtrisé du territoire et de l'économie locale, répartition équilibrée des retombées (qui doivent bénéficier aux habitants), émergence d'activités respectueuses de l'environnement et économes en ressources naturelles... Soucieuse de proposer un outil opérationnel et pratique aux décideurs et aux opérateurs désireux de s'engager en faveur de la durabilité, l'étude nationale « *d'évaluation des pratiques touristiques au crible du développement durable* » porte ainsi avant tout sur « *la manière d'évaluer et d'orienter les activités et les projets touristiques pour assumer une meilleure prise en compte des exigences du développement durable* » (Baldié et al, 2006). Dans cette phase exploratoire, il est décidé d'expérimenter sur six territoires très contrastés, en termes de destination (industrielle, urbaine, rurale, culturelle, littorale, montagnarde), de pratiques et/ou de projet (pratiques diffuses ou industrielles, projets spécifiques ou globaux, économie diversifiée ou mono-activité touristique), et d'engagement vis-à-vis du développement durable (démarche en cours, en démarrage, ou inexistante).
- 2 Chacun des territoires retenus se doit d'être accompagné par un bureau d'étude. Le cahier des charges de l'appel d'offre lancé auprès de 21 bureaux d'études met l'accent sur la caractérisation de « l'ambiance locale »³, sur la définition des « enjeux de durabilité » et la construction collective d'un « référentiel de tourisme durable » (AFIT,

2004). Si la méthode d'évaluation n'est pas imposée, il est notamment demandé aux cabinets retenus d'adopter une démarche participative, permettant de capter et de mobiliser la diversité des acteurs concernés par la question d'évaluation de la durabilité. La démarche comporte deux phases, une phase d'évaluation spécifique sur les six territoires retenus puis, à partir des enseignements tirés, une phase collective permettant d'en déduire un cadre d'analyse opérationnel, destiné d'une part aux décideurs voulant prendre en compte les exigences du développement durable dans le montage de leurs projets touristiques, et d'autre part aux opérateurs devant apprécier l'adéquation entre les exigences de durabilité du territoire et la rentabilité de leurs investissements.

- 3 Les territoires concernés devaient en principe se porter volontaires, mais Valloire est d'abord désigné par le comité de pilotage national, puis retenu après discussion entre les deux parties : les élus locaux acceptent l'évaluation de la station, mais l'expertise est techniquement et financièrement prise en charge par l'AFIT et ses partenaires. Le choix du comité national est dicté par l'intérêt du modèle que représente la station, celui d'une station-village du début du XX^e siècle, convertie dans les années 2000 en « usine à ski » par l'explosion des « lits banalisés » liée aux effets de la Loi Demessine⁴ (+3500 entre 2004 et 2005, sous la forme de résidences de tourisme), comme par l'extension du domaine skiable et sa « modernisation », caractérisée notamment par l'implantation massive d'enneigeurs. Les deux évolutions sont génétiquement liées, dans la mesure où ce sont les programmes immobiliers, par les rentrées financières directes et l'augmentation de clientèle qu'ils engendrent, qui sont sensés assurer la rentabilité de l'aménagement du domaine skiable, lequel participe en retour à l'attractivité sur le public des offres immobilières. « *L'attractivité de Valloire doit bénéficier d'une double dynamique*, expliquait un des deux bureaux d'étude en charge des études de faisabilité des Unités Touristiques Nouvelles devant accueillir les résidences de tourisme (IRAP, 2002), *une station offrant un parc d'hébergement touristique de 10 000 lits banalisés, dont 3000 récents et répondant entièrement aux exigences du consommateur d'aujourd'hui, une station offrant de nouvelles possibilités de ski, sur un secteur nouveau, mais raccordé au reste du domaine.* ». Il s'agit donc d'un modèle *a priori* assez éloigné des principes du développement durable (Arcuset et al., 2008), d'autant plus que Valloire se distingue aussi par des manifestations emblématiques du tout-terrain motorisé de niveau national ou international, la *Transvalquad*, qui constitue le plus grand rassemblement quad d'Europe, depuis 1992, et depuis 2001, la *foire du tout terrain*, qui attire annuellement plus de 15 000 visiteurs.
- 4 La question du développement durable – issue de l'étude de 2004, dont l'auteur de cet article était en charge, en tant que consultant (Arcuset ; Arnal, 2004) – est pourtant apparue comme l'un des enjeux forts des dernières élections municipales, marquées par un changement de maire, sinon d'orientations politiques. L'objet de cet article est ainsi de préciser les conditions d'émergence – problématiques, acteurs concernés, gouvernance... – de la thématique du développement durable, et d'examiner l'écart entre les discours tenus et les actions engagées, en s'interrogeant plus particulièrement sur l'articulation – et l'incompatibilité apparente – entre les ambitions affichées et la persistance d'un même modèle classique de développement touristique, fondé sur l'interdépendance entre l'extension et la modernisation de l'équipement technique de l'espace skiable d'une part, et la croissance de l'immobilier de tourisme d'autre part.

L'évaluation au crible de la durabilité d'une station marquée par une phase récente et intense de croissance touristique

- 5 Station pionnière de première génération – elle a fêté son centenaire il y a quelques années –, Valloire a longtemps connu le destin d'une station village, véritablement lancée dans l'entre-deux-guerres par l'implantation d'une école de ski par le Ski Club Parisien. A partir du principal hameau, la transformation progressive du village s'est accomplie au gré des créations d'hôtels comme des extensions successives et de la mécanisation du domaine skiable, sans oublier l'implantation de nombreuses résidences secondaires, qui représentaient en 1999, 72% du parc résidentiel, et encore en 2001, autour de 60% de la capacité d'accueil touristique. Dans cette montée en puissance régulière, la maîtrise du développement restait globalement aux mains des Valloirins « de souche », gestionnaires de leur portefeuille foncier, créateurs de la plupart des entreprises et en charge du développement d'une station pilotée par trois régies municipales (remontées mécaniques, eau et électricité).
- 6 Le tournant, pour cette station de moyenne importance à l'échelle des Alpes, mais la première de Maurienne, est donc relativement récent. Au début des années 2000, faisant le constat de son relatif sous-équipement touristique⁵, l'équipe municipale choisit de s'inscrire dans « *un modèle de rentabilité fondé sur le rapport de proportionnalité entre le stock d'hébergements et la capacité d'accueil des remontées mécaniques* » (François, Marcelpoil, 2008), et se lance alors dans un vaste programme de création de nouveaux lits. Saisissant l'opportunité offerte par la loi Demessine, la municipalité engage la création, avec le concours de promoteurs puis de gestionnaires extérieurs, de deux Unités Touristiques Nouvelles correspondant à 4.700 nouveaux lits, dont 3.500 livrés dès 2004-2005 en résidences de tourisme 3 et 4 étoiles. Aujourd'hui, la station totalise 17 000 lits – 41% de plus qu'en 2001 –, pour un domaine skiable de 150 Km de pistes de ski alpin situé sur les communes de Valloire et Valmeinier, qui ont réalisé en 1987 la jonction de leurs domaines. En 2009, deux nouvelles pistes noires sont annoncées sur deux nouveaux secteurs. Côté équipement, on compte 2 télécabines, 9 télésièges, 11 téléskis – soit une capacité en pointe de 42 000 skieurs par heure sur l'ensemble du domaine – sans oublier 400 canons à neige, dont les premiers remontent à 1989⁶. Pour faire fonctionner ces derniers, Valloire a réalisé en 2007 une des plus grandes retenues collinaires des Alpes (celle du Creys du Quart, d'une capacité de 250 000 m³), et une usine à neige en aval.
- 7 De manière quelque peu paradoxale, c'est pourtant au moment où cette station choisit cette voie du développement massif, en rupture avec la croissance mesurée des décennies précédentes, qu'elle se trouve inscrite dans l'expérimentation nationale. Après un premier état des lieux (consultation des études et données disponibles localement et observation du territoire), une méthode d'échantillonnage est proposée pour « capter la diversité des acteurs » avant de lancer la phase de consultation. Au total, une vingtaine d'acteurs sont interrogés lors d'entretiens approfondis, parmi lesquels quinze résidant et travaillant à Valloire, pour cinq « extérieurs » intervenant sur Valloire (responsables politiques ou administratifs, investisseurs dont un promoteur et un gestionnaire de résidences de tourisme).

- 8 Avec pour objectif la construction du référentiel de pilotage du développement touristique durable pour la station (objectifs, actions prioritaires, indicateurs...), cette consultation débouche sur un diagnostic contradictoire d'où se dégagent quatre grands enjeux, relativement classiques, validés par le comité de pilotage local puis débattus lors de quatre ateliers regroupant des techniciens de l'AFIT et de la Caisse des Dépôts, et des acteurs représentant la diversité des intérêts en présence (élus, directeurs des services et des régies, promoteurs, hébergeurs, personnes ressources...). Concernant la *diversification des activités*, il en ressortait la nécessité de valoriser les patrimoines locaux et de retrouver l'ambiance station-village qui tendait à s'effacer au profit d'une image – alors voulue – de « vraie station ». Sur la *maîtrise du foncier et de l'immobilier*, la volonté affichée était de ne plus se lancer dans de nouvelles opérations immobilières d'envergure mais d'optimiser l'existant et d'améliorer le fonctionnement urbain de la station. En matière de *gestion de l'espace et des paysages*, il était convenu de mettre en place des outils facilitant l'implication de tous pour travailler sur la qualité du cadre de vie des Valloirins – et pas uniquement des skieurs – et pour mieux faire cohabiter les usagers de l'espace (éleveurs, randonneurs, sportifs...). Quant à la *gestion de l'eau, des énergies et des déchets*, enfin, l'atelier correspondant montrait une pleine confiance des acteurs locaux dans les capacités de la station à maîtriser ces questions, en dépit du manque constaté de données précises sur les besoins réels en période de pointe, et de l'absence de coordination entre les régies touristique, d'eau et d'électricité. Au cours des quatre ateliers, la question de la qualité du processus décisionnel, c'est-à-dire plus globalement celle de « l'ambiance locale » (dans le système rhétorique des acteurs) ou de « la gouvernance » (dans une approche plus conceptuelle), revenue de manière récurrente pendant la phase de consultation, s'est invitée systématiquement dans les débats, mettant en jeu la nature des relations entre les groupes d'acteurs et pointant par là-même les dysfonctionnements et les insuffisances politiques passées et d'alors.
- 9 Au démarrage de l'évaluation, Valloire n'a en effet aucune culture collective du développement durable, et la commune en paraît même fort éloignée, dans la mesure où les propos des acteurs associent avant tout la « durabilité » de la station à sa croissance économique. La municipalité affiche d'ailleurs le choix de gérer son territoire comme une entreprise, faisant sienne l'accroche « Valloire Entreprise » pour assurer « *le développement de la fréquentation de la station pendant l'hiver, en période de pointe et en période creuse, ainsi que l'été, tout en l'amenant vers un niveau de gamme plus élevé* »⁷. Au fil des années, la commune a ainsi acquis un important savoir-faire pour agir sur le court terme et assurer le développement de la station, en apportant des solutions techniques capables de supporter simultanément l'arrivée de 3.500 nouveaux lits, l'amélioration du domaine skiable et l'aménagement du centre bourg, au risque d'oublier, dans l'adhésion à cette approche entrepreneuriale de la gestion des stations, que « *la nature de leurs missions et de leurs objectifs les différencient nettement d'une organisation exclusivement privée* » (Ribalaygua, Saz, 2008). En revanche, comme le montrent les résultats de la consultation, la culture collective de la concertation est encore très réduite, la politique d'information et de communication interne (dans le sens plein du terme : transmettre, relier, faire partager) s'avère très déficiente, et les acteurs locaux, municipalité comprise, ont du mal à intégrer la première exigence du développement durable, qui est de se projeter sur le long terme – comme le rappellent S. Clarimont et V. Vlès (2008) : « *la prise en compte du temps long et des impacts environnementaux des aménagements est à la base des théories du développement durable* ».

Mais face à cette exigence, « *l'impatience politique... toutes les taches du lucratif et du court terme sont à l'œuvre pour empêcher de penser au long terme* » (Laurent, 2008).

Incertitudes et fragilités du modèle touristique de croissance : un débat éludé

- 10 En l'absence d'une habitude collective du débat contradictoire, généralement regardée comme l'un des fondements du développement territorial durable (Dufau ; Blessig, 2005), la décision relève presque exclusivement du maire et de son conseil municipal⁸. Les problèmes soulevés dès le début des années 2000 par les spécialistes, et repris localement par l'association Valloire Nature Et Avenir⁹ dans sa dénonciation ouverte d'un projet susceptible de mettre en péril l'équilibre économique, social et environnemental de Valloire, ne trouvent pas d'autre mode d'expression que celui d'une conflictualité d'acteurs un peu marginale, sans poids véritable dans le processus décisionnel¹⁰.
- 11 Les questions à moyen et long termes ne manquent pourtant pas, lorsqu'on examine les options de croissance retenues. Les études d'impacts réalisées en 2002 pour les deux U.T.N. ne prennent pas en compte objectivement les dimensions sociales et environnementales – notamment les problématiques liées à la gestion de l'eau et à la modification du régime des précipitations¹¹. La cause en est à rechercher du côté de « *l'impatience politique* », comme le laisse penser l'analyse a posteriori d'un des promoteurs : « *au départ, il y a une volonté politique et une décision de créer une ZAC pour attirer les promoteurs. Les études de faisabilité réalisées en amont ont certainement été insuffisantes sur les aspects non techniques* » si bien « *qu'il n'y avait pas de projet global quand nous sommes venus* » (Arcuset, Arnal, 2004), et encore moins de projet global sur le long terme. Ainsi, le projet de développement de la station, qu'aucun document ne définit avec précision, ne prend pas en compte la problématique du réchauffement climatique et de ses impacts. A ce sujet, en 2003 et 2004, lors de l'évaluation puis lors de débats locaux organisés par l'Association pour l'Éducation Populaire, les réponses apportées par les responsables de la station se veulent rassurantes, arguant d'une part que 70% du domaine skiable se trouve situé à plus de 2.000 mètres, et d'autre part que l'installation massive de canons à neige permet techniquement d'adapter la station à ce phénomène. Mais c'est faire peu de cas des projections récentes avancées notamment par le Centre d'Étude de la Neige, qui montrent qu'en dessous de 2.500 mètres, le rapport neige / pluie risque fort de diminuer, alors même que l'évolution à la hausse des températures devrait réduire la capacité de production de la neige de culture (Alpmedia, 2004). Sur des sujets moins graves mais tout aussi significatifs, on constate que la culture environnementale est en général assez réduite, suffisamment par exemple pour que l'un des responsables locaux, lors d'un des ateliers, évoque l'intérêt qu'il y aurait à remplacer les boisements de mélèzes – à aiguilles caduques, donc dépouillés en hiver – par des plantations de sapins autour de la station, histoire de créer un décor plus conforme aux attentes des clientèles.
- 12 D'un point de vue économique, l'approche prospective fait également défaut. Avec le concept des résidences de tourisme, les garanties en termes de commercialisation courent seulement sur une période de neuf ans, avec incertitude sur la reconduction des baux, alors que les investissements en faveur des remontées mécaniques s'amortissent au moins sur une vingtaine d'années. De plus, la concurrence exacerbée

entre les stations est un facteur croissant de fragilité, qui remet en cause les taux de fréquentation et les recettes escomptées pour amortir les investissements consentis ; or cette concurrence ne vient pas uniquement des stations lointaines, mais aussi des autres stations de Maurienne où, sous l'effet de la loi Demessine, a été annoncé la création de plus de 11 000 nouveaux lits (Finas, 2003), soit, en rajoutant ceux de Valloire, plus du tiers du parc locatif d'alors, dans un marché pourtant qualifié de mature (François ; Marcelpoil, 2008)¹².

- 13 Cette situation apparaît d'autant plus alarmante que ni à l'échelle de la Maurienne, ni à celle de l'intercommunalité dont fait partie Valloire¹³, il n'existe au début des années 2000, de stratégie commune de développement touristique, et encore moins de réflexion en termes de durabilité, malgré les fortes dépendances entre les stations et la vallée tant sur les questions sociales, qu'économiques ou encore environnementales (Chardonnel, 1999). Pourtant « *le défi du tourisme durable en montagne est aussi celui du développement territorial solidaire. N'est-ce pas au niveau de la vallée que l'ensemble des questions que soulève une stratégie touristique et de développement économique doivent être envisagées et traitées ?* » (Uhaldeborde, 2008). Au lieu de cela, on assiste alors, comme ailleurs dans les Alpes, à un « *éclatement des maîtrises d'ouvrage de l'aménagement* » dû à une « *absence de planification territoriale* » causée notamment par le désengagement de l'État - un des effets pervers de la loi Montagne¹⁴ - et par le manque de solidarité locale au sein d'une même vallée, que relèvent de même dans les Pyrénées S. Clarimont et V. Vlès (2009). Dans une étude réalisée pour la commune de Valloire, on pouvait lire : « *La loi ZRR va faire plus de mal que l'on ne le croit en Maurienne. Les gestionnaires ne sont pas assez liés au foncier. Ils vont vendre tellement peu cher leur package « logement & forfaits » que les stations n'auront pas la capacité de maintenir en l'état les installations et ne pourront pas couvrir les investissements en canons* » (Finas, 2003).

Un engagement significatif en matière de durabilité ... qui laisse de côté les aspects touristiques

- 14 Dès 2004, après la mission d'évaluation, la municipalité de Valloire déclare vouloir s'inscrire dans une nouvelle dynamique en lien avec le développement durable. Plusieurs initiatives sont lancées rapidement, essentiellement dans le domaine environnemental : adhésion à la charte initiée par le Conseil général de Savoie visant à supprimer les sacs plastiques dans les grandes surfaces et les commerces de proximité, mise en place d'un service gratuit de navettes propres, amélioration du dispositif de tri sélectif des déchets etc. En termes de processus décisionnel, la municipalité d'alors s'engage à adopter une démarche participative pour élaborer ses documents d'urbanisme¹⁵ - démarche qui s'est résumée en fait à l'organisation de quelques réunions de concertation dans les hameaux - et crée une commission spécifique « *développement durable* » transversale aux autres commissions. Par ailleurs, elle favorise les débats sur les thèmes du développement durable en s'appuyant sur le tissu associatif (plus particulièrement sur l'Association pour l'Education Populaire). C'est dans ce cadre que se situe, dès 2004, l'annonce du lancement d'un *Agenda 21 local*¹⁶.
- 15 L'importance à Valloire de la thématique du développement durable s'est également manifestée à l'occasion des dernières élections municipales (9 et 16 mars 2008), comme en témoignent les programmes des différentes listes en présence (trois listes, deux candidatures en duo et deux candidatures en solo). Dans le programme de la liste

« Valloire Passionnément » du maire sortant, le développement durable est un des trois enjeux détaillés mais à aucun moment, la notion de gouvernance ne se trouve abordée. La liste gagnante « Pour Valloire » a choisi comme slogan « *un développement durable partagé* », et indique dans sa profession de foi vouloir œuvrer dans la « *transparence pour un développement durable et solidaire* », « transparence » étant le seul mot souligné. Sur les cinq grands enjeux détaillés, l'un concerne « le développement durable et la maîtrise de l'urbanisation », un autre « la gouvernance » et le dernier « l'Agenda 21 ».

- 16 Mais la notion de durabilité est en revanche absente de l'enjeu « tourisme », et, tant sur le fond que sur la forme, on ne note pas de rupture par rapport à l'équipe précédente. Dans la première lettre d'information de la « relative » nouvelle équipe municipale¹⁷ (octobre 2008), on découvre certes que la commune a acheté deux véhicules électriques et qu'elle va perfectionner son éclairage public pour limiter son impact environnemental, qu'elle a constitué un groupe de pilotage pour la mise en place de l'Agenda 21 – autant de décisions qui avaient déjà été prises par l'ancienne municipalité. Mais dans le même temps, on y annonce aussi clairement que la *foire du Tout Terrain* doit se développer en 2009¹⁸, et que la SEM Valloire¹⁹ va mener une réflexion stratégique sur le devenir de la station qui passe par « *la création de nouveaux lits commerciaux pour générer du chiffre d'affaires supplémentaire* », et financer de la sorte les investissements prévus dans les prochaines années : ainsi, le chiffre d'affaires devrait-il passer de 11 à 18 millions d'euros dans les sept prochaines années²⁰. Tout récemment, la municipalité annonce qu'elle va créer un stade de slalom dédié à « *l'entraînement et l'organisation des compétitions régionales, nationales, internationales* ». Ce projet est présenté succinctement par la municipalité dans un courrier envoyé en octobre 2008 aux propriétaires concernés pour leur demander l'autorisation de passage et de travaux, afin de réaliser une piste et deux remontées mécanique sur un site encore vierge de tout équipement, pour un coût de plusieurs millions d'euros, avec un impact certain sur le paysage et l'environnement. Autant de décisions qui semblent s'éloigner des objectifs poursuivis par les stations adhérentes à la Charte Nationale en faveur du Développement Durable dans les Stations de Montagne, élaborée par l'Association Nationale des Maires des Stations de Montagne, dont, il est vrai, Valloire n'est pas signataire.
- 17 S'il est encore trop tôt, moins d'un an après les élections, pour évaluer les engagements pris en termes de développement durable, quelques enseignements significatifs semblent néanmoins se dégager. Certainement par « *crainte de perdre des parts de marché* » (Saz Gil, Crus Ribalaygua, 2008) et de fragiliser un domaine qui représente directement ou indirectement environ 95% des emplois locaux, le secteur touristique au sens large – activités, espaces et hébergement – n'a pas été intégré à l'amorce de la réflexion sur le développement durable, qui se résume en définitive à quelques actions de gestion urbaine sans remise en question du modèle de développement touristique adopté. En l'absence d'une véritable politique de tourisme durable, les actions engagées en faveur de la durabilité et l'environnement concernent les fonctions urbaines de base – transports, énergie, déchets... –, comme cela est le cas dans d'autres communes urbaines, montagnardes ou non. Dans ce domaine, il est vrai, les moyens mis en œuvre sont importants, et les réalisations effectives (Arcuset et al, 2008) : navettes propres gratuites, nouvelle mairie répondant aux exigences Haute Qualité Environnementales (HQE), panneaux photovoltaïques sur le centre technique municipal,

approvisionnement en énergie verte (250 MWh/an), récupération des eaux de pluie sur les garages communaux etc.

- 18 En termes de positionnement marketing, du reste, si Valloire a souhaité être présent dans la deuxième édition du Guide Vert des stations de montagne (2007-2008)²¹, le site officiel de la station ne communique pour sa part, classiquement, que sur le nombre des activités praticables, l'étendue du domaine skiable et le nombre d'enneigeurs, dans une logique qui tend à « *privilégier des comportements orientés vers un activisme forcené et une sur-consommation de ressources, de biens et de services* » (Bourdeau, Berthelot, 2008). Le risque est donc grand de voir Valloire poursuivre sa trajectoire de banalisation, qui l'éloigne de son héritage de station-village et la rapproche de « l'usine à rêves » sous l'effet notamment de la dépendance grandissante vis-à-vis de grands opérateurs touristiques mondialisés (Bourdeau, Berthelot, 2008)²² comme Odalys, Pierre & Vacances, Eurogroup, Lagrange, tous présents à Valloire.
- 19 Seul un changement des pratiques décisionnelles peut permettre d'agir efficacement en faveur du développement durable du tourisme (Clarimont ; Vlès, 2008), par la mise en place d'un dispositif capable d'entendre la diversité des représentations et de prendre en compte à la fois les exigences des court, moyen et long termes. Mais « *la question majeure est de savoir comment changer l'organisation de la destination pour l'orienter vers la qualité de vie et le bien-être de la population* » (Saz Gil ; Crus Ribalaygua, 2008). S'il existe des outils pour avancer dans la réflexion – et en premier lieu l'Agenda 21 local, et le Plan Local d'Urbanisme (PLU) en conformité avec le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) et les objectifs fixés dans le Plan d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) –, il n'existe pas de méthode universelle capable de tenir compte des spécificités des territoires et des particularités des sociétés locales. Il faut donc inventer à chaque fois un processus participatif adapté permettant le débat contradictoire avec la diversité des acteurs concernés. Dans les destinations touristiques soumises aux intérêts de grands opérateurs économiques, comme le sont les stations de ski, il convient d'aller au-delà des démarches classiques, pouvant être mises en œuvre partout, pour préciser les objectifs prioritaires de développement durable du territoire et élaborer les documents stratégiques et opérationnels. Il est nécessaire de proposer une construction collective originale où décideurs locaux et opérateurs extérieurs partagent leurs projets (stratégie générale et outils réglementaires / étude marché et business plan), s'interrogent mutuellement (intérêt général / intérêts privés) et définissent ensemble leurs interventions respectives dans le cadre d'une responsabilité partagée. C'est à cette condition que l'on peut vérifier s'il existe une relation vertueuse dans le couple territoire / projet, avec d'un côté un territoire en capacité d'accueillir un projet socialement utile et respectueux de son environnement, et de l'autre côté un projet économiquement rentable mais aussi capable de s'intégrer localement. Il en va de même de l'indispensable besoin d'apprentissage et de formation continue de l'ensemble des acteurs (et peut-être plus particulièrement des élus locaux) afin que ces derniers puissent prendre en compte de manière systémique les quatre dimensions du développement durable et ce, dans un contexte de plus en plus complexe²³. Les progrès restent timides, et le changement de paradigme de développement n'est pas encore à l'ordre du jour ; deux facteurs pourtant paraissent susceptibles de pousser plus avant les évolutions engagées : le premier est le processus d'implication progressive des acteurs dans la culture environnementale lié à leur participation à des démarches – comme le souligne le professeur Levet « *désormais [à Valloire] le débat existe entre des acteurs du territoire qui jusqu'alors étaient dans l'impossibilité, presque idéologique, de*

communiquer » (2008) - , même si ces dernières n'ont peut-être été initiées que par effet de « mode ». Le second, le cas échéant plus rapide dans ses effets que le premier, renvoie à la douloureuse nécessité d'adapter le modèle si les années à venir devaient démontrer sa fragilité, tant économique qu'environnementale.

BIBLIOGRAPHIE

AFIT, 2004. – Cahier des charges relatif à l'évaluation des pratiques touristiques sur le territoire de Valloire. AFIT.

ALPMEDIA, 2004. – L'enneigement artificiel dans l'arc alpin. Rapport de synthèse. CIPRA.

ARCUSET L., ARNAL A., 2004. – Evaluation du projet de Valloire au crible du développement durable. Géo-Système.

ARCUSET L., BACHIMON P., DÉRIOZ P., BARDE C., DALAMA G., 2008. – « Développement touristique durable en montagne : comment mobiliser les acteurs locaux ? ». In « Tourisme durable en montagne. Entre discours et pratiques ». AFNOR, pp. 99-116.

ASSOCIATION DES ÉLUS DE LA MONTAGNE, 2007. – Au delà du changement climatique, les défis de l'avenir de la montagne. Rapport du 23^{ème} congrès, ANEM.

AUDBOURG A., BAUSSAND E., GENAY J.P., 2003. – Valloire Entreprise. ESCP-EAP.

BALDIÉ A., BELLAMY G., BISMUTH M., GENEL A., MERCIER C., 2006. – L'évaluation de la durabilité des pratiques touristiques. Mini guide, ODIT France.

BALDIÉ A., PERRET J., TEYSSANDIER J.P., 2006. – le tourisme durable par l'expérience : le terrain commande. Guide de savoir-faire, ODIT France.

BARRERE S., 2007. – Tourisme et développement durable : l'expérience française. Guide de savoir-faire, ODIT France.

BOURDEAU Ph., BERTHELOT L., 2008. – « La décroissance pour repenser le tourisme ». In *L'autre Voie*, n°5, pp. 1-14.

CHARDONNEL S., 1999. – Emplois du temps et de l'espace. Pratiques des populations d'une station touristique de montagne. Université Joseph Fourier – Grenoble 1.

CLARIMONT S., VLES V., 2009. – « La question du tourisme durable dans les stations pyrénéennes ». A paraître.

CLARIMONT S., VLES V., 2008. – « L'intégration tardive et hésitante du tourisme dans le champ du développement durable ». In *Tourisme durable en montagne : entre discours et pratique*. AFNOR, pp. XVII-XXVII.

DUFAU J.P., BLESSIG E., 2005. – Rapport d'information fait au nom de la délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire sur les instruments de la politique de développement durable. Assemblée Nationale.

FINAS R., 2003. – Audit de la politique commerciale de la Régie Touristique de Valloire. Généfi.

- FRANÇOIS H., MARCELOIL E., 2008. – « Mutations touristiques, mutations foncières : vers un renouvellement des formes d'ancrage territorial ». In *Tourisme durable en montagne : entre discours et pratique*. AFNOR, pp. 177-195.
- GERBAUX F., 2008. – « Quand la montagne questionne les politiques d'aménagement touristique durable du territoire ». In *Tourisme durable en montagne : entre discours et pratique*, AFNOR, pp. 197-206.
- IRAP, 2002. – Etude de faisabilité de l'UTN des Charbonnières. IRAP.
- LEVET D., 2008. – « Valloire : plaidoyer pour un développement durable ». *Dur'Alpes attitude*, n° de juillet, pp. 1-7.
- LAURENT A., 2008. – « Les obstacles au développement durable et au tourisme responsable ». In *Tourisme durable en montagne : entre discours et pratique*, AFNOR, pp. 135-151.
- MASSE S. 2004. – Impact du tourisme sur les modes de vie en montagne, AVPC.
- MINISTERE DE L'ECOLOGIE, DE L'ENERGIE, DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, 2009. – Agenda 21 locaux. <http://www.ecologie.gouv.fr/-Agendas-21-locaux->.
- MONTAIN RIDERS, 2007. – Guide vert des stations de montagne. Mountain Riders.
- PERRET J., TEYSSANDIER J.P., 2001. – Piloter le tourisme durable dans les territoires et les entreprises. Guide de savoir-faire, AFIT.
- RIBALAYGUA L.C., SAZ I.M., 2008. – « La question de la durabilité dans le secteur touristique-récréatif de haute montagne ». In *Tourisme durable en montagne : entre discours et pratique*. AFNOR, pp. 3-18.
- TOURNIER A., 2001. – Unité touristique nouvelle et schéma directeur. Mémoire de DESS Droit de l'environnement et de l'aménagement du territoire, Université Robert Schuman.
- UHALDEBORDE J.M., 2008. – « Le tourisme durable de montagne sous le prisme du financement des petites communes ». In *Tourisme durable en montagne : entre discours et pratique*. AFNOR, pp. 167-175.

NOTES

1. Valloire, située en Haute Maurienne, compte près de 1300 habitants (1243 au recensement de 1999). Son altitude s'étage entre 685 et 3514 m, 1403 m pour le chef-lieu, où se concentre l'activité économique.
2. La Baie de Somme, la Petite-Rosselle sur le site du Carreau Wendel, la Bande Rhénane, la commune de Pérouges, la communauté de communes de Lanvollon-Plouha et la Bande Rhénane.
3. L'ambiance locale peut être définie comme « *l'invisible et l'immatériel qui sont des composantes essentielles de la relation, commerciale ou non* » (Laurent, 2008). De sa nature dépend la qualité de la réflexion, de l'action et des partenariats.
4. La loi Demessine est destinée à développer le tourisme dans les Zones de Revitalisation Rurale (ZRR) par un système de défiscalisation.
5. « *Avec un maximum de 1000 à 1500 lits qui répondent aujourd'hui aux normes des produits banalisés... Valloire est sous-équipé pour affronter une bonne politique de commercialisation et de promotion* », insiste l'étude de faisabilité d'une des deux UTN, celle des Charbonnières (IRAP, 2002).
6. Avec 266 unités en 2002, 363 en 2004, pour plus de 400 aujourd'hui, le rythme d'équipement en canons à neige a été soutenu.

7. Commune de Valloire, 2003.

8. En 2004, un conseiller municipal regrettait : « *au sein du conseil municipal, personne ne nous encadre. On a trop de pouvoir. On décide en très peu de temps des investissements qui représentent des sommes en millions* » (Arcuset, Arnal, 2004).

9. Association créée en 2004, qui comptait en 2008, 250 adhérents composés de Valloirins et de personnes extérieures à la commune. Deux de ses membres actifs se présenteront en duo lors des dernières élections municipales sous la bannière « Valloire 21 » en obtenant chacun une centaine de voix sur 911 votes exprimés.

10. Dominique Levet, professeur en sciences politiques des problématiques environnementales et de développement durable et administrateur-fondateur de l'Institut Européen du Développement Durable, qui intervient depuis 2003 lors de la semaine culturelle organisée par le Centre culturel de la commune, déclare en 2008 : « *En cinq ans, les thématiques de développement durable se sont peu à peu imposées dans le débat local alors qu'au début il y avait, à son égard, indifférence sinon hostilité* ».

11. Un quotidien régional titrait en septembre 2006 « *les rochers flottaient sur la boue* » en relatant les crues ayant touché la commune, pour la quatrième fois en 5 mois. Il était alors annoncé que la commune allait devoir faire face à d'importants travaux de réparation et à une forte augmentation des investissements pour lutter contre les crues.

12. En 2004, le maire de Valmeinier reconnaît : « *il faudra être fort pour aller piquer des clientèles ailleurs car toutes les études disent qu'elle stagne.* » (Arcuset, Arnal, 2004).

13. Valloire fait partie de la Communauté de communes Maurienne Galibier regroupant 6 communes et 3 stations (Valloire, Valmeinier et Orelle).

14. « *Les communes sont les autorités organisatrices de l'activité touristique, la loi pour la montagne ayant consacré la légitimité politique des élus dans ce domaine. Leadership politique de la commune et pilotage du développement sont donc assurés par la même institution... ce type d'organisation constitue aujourd'hui un facteur de fragilité, voire de contre performance* » (Gerbaux, 2008).

15. Dès 2002, l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme et Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) sont annoncés. Aujourd'hui, le PLU est toujours à l'état de réflexion, la commune votant régulièrement des modifications du règlement du POS pour faire avancer ses projets.

16. « *L'Agenda 21 local est un programme d'actions pour le 21ème siècle orienté vers le développement durable. Ses principales fonctions sont la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, la production de biens et de services durables, la protection de l'environnement* » (Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du territoire, 2009).

17. Dans la nouvelle équipe municipale 7 élus sur 15 élus étaient déjà conseillers municipaux lors de la précédente mandature.

18. « *Pour améliorer la fréquentation, il faudra peut-être se poser la question d'un changement de dates, ou d'un allongement, couvrant deux week-ends...* ». Bulletin d'Information de Valloire, octobre 2008.

19. En 2007, la SEM Valloire remplace la Régie Touristique de Valloire pour « *assurer la pérennité du domaine skiable* ». Elle est co-présidée par le Maire et un élu municipal d'opposition qui assumait cette fonction avant les élections.

20. En 2003, une étude signalait que la commune avait un taux d'endettement bien supérieur à la moyenne nationale des stations de montagne et notait « *la capacité maximale d'endettement semble atteinte. C'est l'augmentation de chiffre d'affaires qui supporte seul l'investissement... et par effet de levier la dette du programme d'investissement* » (ESCP-EAP, 2003).

21. Le Guide Vert est édité par l'association Mountain Riders. Pour Valloire, 32 points sont listés dans 7 rubriques. Dans celle consacrée à l'aménagement, on note que « *la procédure d'Agenda 21 est en réflexion et qu'un groupe de travail développement durable est en cours de constitution* ». Mais dans la troisième édition (2008-2009), ces mentions ont disparu.

22. En 2004, un des gestionnaires signifiait : « *L'avenir de Valloire ne dépend pas de nous... Ce n'est pas notre problème. Nous sommes dans une économie libérale où chacun défend ses intérêts. Le notre est de s'implanter et de faire de la rentabilité* » (Arcuset, Arnal, 2004).

23. « *Repenser le développement durable en termes de lien revient à penser la relation c'est-à-dire ne pas réduire la complexité et la multi dimensionnalité des situations à des propriétés isolées, des catalogues de principes, des connaissances disciplinaires, des compartiments étanches, des secteurs cloisonnés* » (Laurent, 2008).

RÉSUMÉS

Ce texte part des enseignements issus d'une évaluation des pratiques touristiques à l'aune des principes du tourisme durable, réalisée en 2004 dans le cadre d'un réseau national piloté par l'Agence Française d'Ingénierie Touristique (aujourd'hui ODIT France), pour la station de Valloire, station de première génération de Maurienne dont le développement et la modernisation dans les années 2000 sont allés de pair avec un vaste programme immobilier. L'article explore les enjeux et les difficultés de la mise en œuvre du développement durable à Valloire, pose la question de la « révolution culturelle » que les acteurs devraient accomplir pour changer de modèle de développement économique, et suggère quelques pistes pour y parvenir. L'approche locale du « tourisme durable », en effet, semble pour l'heure plutôt tendre – comme dans bien d'autres stations de haute montagne – vers une gestion plus environnementale des fonctions urbaines de base que vers une véritable remise en cause d'un modèle touristique reposant sur le triptyque développement du domaine skiable, sécurisation de la ressource neige et programmes immobiliers de tourisme.

This text starts from the teachings stemming from an evaluation of the tourist practices in the light of sustainable tourism principles, realized in 2004 within the framework of a national network piloted by the French Agency of Touristic Engineering (today ODIT France), for the ski resort of Valloire, first-generation resort in the Maurienne, which development and modernization in the 2000s kept pace with a vast real estate program. The article investigates the stakes and difficulties of the implementation of sustainable development in Valloire, asks the question of the "cultural revolution" which the actors should achieve to change the model of economic development, and suggest some tracks to reach there. The local approach of "sustainable tourism", indeed, seems for the moment rather to aim - as in many other high mountain ski resorts - towards a more environmental management of the basic urban functions than a real questioning of a tourist model based upon the triptych development of the ski slopes, securizing of the snow resource and touristic real estate programs.

INDEX

Mots-clés : station de ski, tourisme durable, Valloire, Maurienne, loi Demessine, résidence de tourisme, évaluation de projet de station, gouvernance, logiques d'acteurs

Keywords : ski resort, sustainable tourism, Valloire, Maurienne, Demessine act, tourism residence, ski resort project evaluation, governance, actor logic

AUTEUR

LAURENT ARCUSET

Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse, UMR CNRS Pacte Territoires, geo-systeme@wanadoo.fr